

Réinitialiser

ASSOCIATIONS DEMANDE DE SUBVENTION(S)



Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#02 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
en numéraire (argent) en nature	première demande renouvellement (ou poursuite)	fonctionnement global projets(s)/action(s)	annuelle ou ponctuelle pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées <u>https://lannuaire.service-</u>

- Ministère
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)
seil régional
Direction/Service
seil départemental
Direction/Service
nmune ou Intercommunalité
Direction/Service
plissement public
e (préciser)

1. Identification de l'association 1.1 Nom - Dénomination : 1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : IWI I I I I I I I I I I I (si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice) 1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date I I I I I I I I Folio : I I I I Tribunal d'instance : 1.5 Adresse du siège social : Commune déléguée le cas échéant : 1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) : Commune déléguée le cas échéant : 1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts) Fonction: Téléphone : Courriel: 1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal) Nom : ______ Prénom : _____ Téléphone : Courriel: 2. Relations avec l'administration Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? oui non Si oui, merci de préciser : Type d'agrément : en date du : attribué par L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui Si oui, date de publication au Journal Officiel: | | | | | | |

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux?

□oui

×non

3. Relations avec d'autres associations A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle) non 🗌 oui 🗌 Si oui, lesquelles? L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : 4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée. Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique) Nombre total de salariés : dont nombre d'emplois aidés Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association

Budget supplémentaire -demande pluriannuelle

5. Budget¹ <u>de l'association</u> Année 20.... ou exercice du au

Suppression du budget -demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES	RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats	(70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ²	(
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	(
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	(Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	(
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	C	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	(
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	(TOTAL DES PRODUITS	(
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ³				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature		
862 - Prestations				
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature		
TOTAL	0	TOTAL	0	

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.
² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°....

6. Projet - Objet de la demande Remplir une « rubrique 6 - Objet de la demande » (3 pages) par projet

Projet supplémentaire demande multi-projets

Suppression d'un projet demande multi-projets

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? □ oui
<u>Intitulé :</u>
Objectifs :
Description :
<u>Bénéficiaires</u> : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) : Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié	ojet n° 6. Projet - C	Objet de la demande (s	suite)
Nombre de personnes Nombre en ETPT Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Out non Si oui, combien (en ETPT):	<u>Territoire :</u>		
Nombre de personnes Nombre en ETPT Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Out non Si oui, combien (en ETPT):			
Nombre de personnes Nombre en ETPT Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Out non Si oui, combien (en ETPT):			
Nombre de personnes Nombre en ETPT Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Out non Si oui, combien (en ETPT):			
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):	Moyens matériels et humains (voir aussi les "0	CHARGES INDIRECTES REPARTIES	" au budget du projet) <u>:</u>
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):			
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):			
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):			
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):			
Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT):		Nombre de personnes	Nombre en ETPT
dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT) :		ojet	
dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT) :			
dont emplois aidés4 Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT) :			
Volontaires (services civiques) Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? Oui non Si oui, combien (en ETPT) :			
Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? oui non Si oui, combien (en ETPT) : Date ou période de réalisation : du (le)			
Date ou période de réalisation : du (le) l <u>llll</u> aul <u>lllll</u> l	Volontaires (services civiques)		
	Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recru ☐ oui ☐ non Si oui, combien (en El	utements(s) pour la mise en oeuvre ГРТ) :	e de l'action/projet ?
Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus	Date ou période de réalisation : du (le) I	<u> </u>	<u> </u>
	Evaluation : indicateurs proposés au regard	d des objectifs ci-dessus	

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénficie d'aides publiques : contrats d'avenir contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

6. Budget⁵ du projet Année 20.... ou exercice du au .

Budget supplémentaire projet pluriannuel

Suppression du budget -projet pluriannuel

CHARGES PRODUITS Montant Montant **CHARGES DIRECTES RESSOURCES DIRECTES** 070 - Vente de produits finis, de marchandises, 60 - Achats prestations de services Achats matières et fournitures 73 - Dotations et produits de tarification Autres fournitures 74 - Subventions d'exploitation² Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page 61 - Services extérieurs Locations Entretien et réparation Assurance Conseil-s Régional(aux) : Documentation 62 - Autres services extérieurs Conseil-s Départemental (aux) : Rémunérations intermédiaires et honoraires Publicité, publication Communes, communautés de communes ou Déplacements, missions d'agglomérations: Services bancaires, autres 63 - Impôts et taxes 0 Impôts et taxes sur rémunération Autres impôts et taxes Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) : Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 64 - Charges de personnel L'agence de services et de Rémunération des personnels paiement (emplois aidés) Charges sociales Aides privées (fondation) Autres charges de personnel Autres établissements publics 65 - Autres charges de gestion courante 75 - Autres produits de gestion courante 756. Cotisations 758. Dons manuels - Mécénat 66 - Charges financières 76 - Produits financiers 67 - Charges exceptionnelles 77 - Produits exceptionnels 68 - Dotations aux amortissements, provisions et 78 - Reprises sur amortissements et provisions engagements à réaliser sur ressources affectées 69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation 79 - Transfert de charges des saİariés **CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET** Charges fixes de fonctionnement Frais financiers **Autres OTOTAL DES PRODUITS** TOTAL DES CHARGES Excédent prévisionnel (bénéfice) Insuffisance prévisionnelle (déficit) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 86 - Emplois des contributions volontaires en 87 - Contributions volontaires en nature 860 - Secours en nature 870 - Bénévolat 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services 871 - Prestations en nature 862 - Prestations 864 - Personnel bénévole 875 - Dons en nature TOTAL OTOTAL

(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

	on
Si le signataire n'est pas le représentar	nt statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 l et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci³.
déclare :	
	igations administratives9, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements
- exactes et sincères les informations d auprès d'autres financeurs publics ;	lu présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées
	es et valeurs de la <u>Charte des engagements réciproques</u> conclue le 14 février 2014 toriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant nature) sur les trois derniers exercices inférieur ou égal à 50 supérieur à 500 000	00 000 €
- demander une subvention de :	
- que cette subvention, si elle est accor => Joindre un RIB	dée, sera versée au compte bancaire de l'association.
Fait, le	. à
	Signature
	Insérez votre signature en <u>cliquant</u> sur le cadre ci-dessus

⁸ "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

⁹ Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.
¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 bis. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.